



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DASSAULT FALCON SERVICE

1445 avenue de l'Europe
CS 70003
93350 Le Bourget

Références : 25-0952
Code AIOT : 0005213256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement DASSAULT FALCON SERVICE implanté 106 Avenue Marcel Dassault 33700 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 août 2024 visant le suivi des appareils à pression du site.

L'inspection a également porté sur la surveillance des rejets aqueux et atmosphériques de l'établissement, ainsi que certaines dispositions en lien avec la défense contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DASSAULT FALCON SERVICE
- 106 Avenue Marcel Dassault 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005213256
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DASSAULT FALCON SERVICE exerce une activité de maintenance d'avions d'affaires à Mérignac en complément du site d'implantation historique de la société basé à l'aéroport du Bourget.

Il héberge un bâtiment de bureaux et des ateliers pour les activités de soutien à la maintenance.

Les activités comprennent notamment la dépose, la révision de certains éléments ou organes d'avions (trains d'atterrissage, moteurs, roues, blocs freins, équipements électroniques, mobiliers...), l'installation de nouveaux équipements, la modification/modernisation incluant des opérations de vernissage de meubles plaqués si nécessaire, la vidange de carburant présent dans les réservoirs des avions, les essais hydrauliques (fonctionnement des trains d'atterrissage et gouvernes de l'avion), les essais de bon fonctionnement et dépannage si nécessaire (échange d'éléments ou organes défectueux), les retouches de peinture sur des pièces déposées d'avion dans un atelier spécialisé comportant une cabine de peinture.

Les activités sont autorisées et encadrées par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2015 complétées par les arrêtés préfectoraux du 21 avril 2021 et 31 mars 2023.

Les activités relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- Rubrique 2930-1-a - atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engin à moteur - sous le régime de l'enregistrement
- Rubrique 4734 - stockage de produits pétroliers spécifiques - sous le régime de déclaration
- Rubrique 1978-6 - utilisation de solvant - sous le régime de déclaration

Le site de Mérignac emploie environ 70 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La phase 2 du projet d'implantation consistant en la construction d'un second hall de maintenance au nord-ouest du premier, ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2023, n'a pas été mise en œuvre.

Selon l'exploitant, le projet pourrait évoluer au regard du projet présenté dans le porter à connaissance de 2022. Un nouveau porter à connaissance pourrait être transmis au regard des décisions du groupe d'engager la phase 2.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	2 mois
2	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article Annexe 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 31/03/2023, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Effluents aqueux - Rejets Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 4.3.5 / 4.3.12 / 8.2.4	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 8.2.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 3.2.2 / 3.2.3 / 8.2.1	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des effluents aqueux - Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des actions mises en œuvre par l'exploitant pour l'inspection périodique de ses appareils à pression, la mise en demeure du 12 août 2024 peut-être levée.

L'inspection a mis en évidence que le suivi de l'autosurveillance par l'exploitant était à améliorer. Un projet de mise en demeure est proposé vis-à-vis de la surveillance des rejets atmosphériques au regard de non-conformités déjà signifiées lors de l'inspection réalisée en novembre 2023.

Enfin, il est attendu de l'exploitant la production d'éléments justificatifs quand aux moyens de lutte contre l'incendie et ses capacités de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – IP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique (IP) a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 août 2024</u></p>

La société DASSAULT FALCON SERVICE qui exploite une installation sur la commune de Mérignac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en réalisant l'inspection périodique dans un délai de deux semaines des équipements sous pression détaillés ci-après:

- L'assécheur d'air n°28060 d'un volume de 60 L, d'une pression en service de 16 bar;
- La cuve d'air n°03391 d'un volume de 900 L, d'une pression en service de 11 bar;
- la cuve d'air n°03400 d'un volume de 900 L, d'une pression en service de 11 bar;
- et de tout autres équipements soumis à inspection périodique, n'ayant pas fait l'objet de celle-ci dans le délai réglementaire imparti.

Constats :

L'exploitant a mis à jour et transmis à l'inspection, la liste de l'ensemble des appareils à pression présents sur site relevant de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

L'exploitant a procédé, le 23/10/2024, aux inspections périodiques des appareils à pression suivants :

- réservoirs d'air - n°03391 et n°03400
- sécheurs d'air n°1 et 2 - n°91267-16 et n°91247-16
- déshuileurs - n°28415 et n°28445
- groupes froids - n°23C224008076 et n°4LE74017

L'inspection a consulté par sondage les rapports d'inspection des appareils. Ces rapports ne mentionnent aucune observation.

Ce constat permet de lever la mise en demeure du 12 août 2024.

Par ailleurs, l'inspection a relevé une incohérence sur la pression de service relevée dans le rapport et la pression de service de l'équipement pour le Groupe froid n°4LE74017. Lors de la visite sur site, il a été constaté que les plaques signalétiques des groupes froids n'étaient plus lisibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose sur les deux équipements "groupe froid" des plaques signalétiques lisibles et le marquage requis conformément aux dispositions de l'article L.557-4 du code de l'environnement et du point 3.3 de la directive 2014/68/UE du Parlement européen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article Annexe 1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024

Prescription contrôlée :

Annexe I de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2015

Suivant plan de principe joint :

- DÉFENSE INCENDIE EXTÉRIEURE BATIMENT

[...]Le bâtiment (hangar et bâtiment annexe) sera ceinturé par un réseau de défense Incendie extérieur comprenant :

- Un réseau privé alimentant des hydrants distants de 100m repérés 1 à 5. Ce réseau sera raccordé au réseau diam. 350 existant, privé de DASSAULT AVIATION situé en vis-à-vis du projet. Celui-ci a une capacité de l'ordre de 1000 m³/h (hypothèse de vitesse 3m/s)

- Un réseau public (Lyonnaise des Eaux) qui, dans son état structurel actuel et avec les données de distribution actuelle déclaré capable de délivrer un minimum de 120 m³/h sur 2 heures à 1 bar). Les 2 hydrants connectés au réseau public seraient :

* Hydrant public existant n°3427 rue George Barrès. ,

* Hydrant privé à créer sur le réseau public à proximité de l'entrée -du-projet, rue Edouard Fauré. DFS fera une demande de branchement incendie auprès de la Lyonnaise des Eaux pour la création de cet hydrant avec dispositif de comptage privé sur le réseau public rue Edouard Fauré.

article 6 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2023

La défense incendie minimale requise eu égard à la construction du nouvel hangar est de 360 m³/h pendant deux heures.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection précédente du 3 juillet 2024, il avait demandé à l'exploitant de justifier la présence des deux hydrants précités.

L'exploitant n'ayant pas apporté de réponse à cette demande, le sujet a été repris lors de l'inspection.

L'inspection a consulté le dossier des ouvrages exécutées et le plan relatif au réseau d'alimentation des poteaux et bornes incendies.

La présence de 3 bornes incendie (coté ouest) et 3 poteaux incendie privé coté Est a été constatée sur site. En revanche, l'alimentation d'un hydrant privé par le réseau public n'a pu être justifiée.

Le site est alimenté en eau "incendie" par le site Dassault voisin via un réseau unique. Ce réseau alimente les RIA, les hydrants, et l'installation de sprinklage au niveau du hall de maintenance.

<p>Un relevé de pression du réseau d'alimentation est réalisé deux fois par jour - vu le registre des relevés pour l'année 2025. En cas de baisse de pression constatée ponctuellement, l'exploitant est amené à contacter DASSAULT pour obtenir la raison et la durée de l'indisponibilité. La consultation du registre a permis de constater que les indisponibilités sont ponctuelles (moins d'une journée) et dans tous les cas rétablis dans la journée (selon relevé de soirée). L'exploitant a précisé qu'en cas d'indisponibilité, aucun permis "feu" n'était délivré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que l'installation actuelle permet de délivrer le besoin théorique établi à 360 m3/h pendant 2 heure au regard des hydrants disponibles, selon les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Gestion des effluents aqueux - Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le plan des réseaux dans le dossier des ouvrages exécutés et notamment le réseau de recueil des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales sont recueillies et dirigées vers un bassin tampon au nord-ouest du site isolable via une vanne guillotine asservie à la détection incendie.</p> <p>Du bassin tampon, les eaux pluviales rejoignent un collecteur de rejet appartenant à la société DASSAULT voisine, avant d'être rejetées au Magudas.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité du bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie sur site est <i>a minima</i> de 1944 m³. L'exploitant s'assure que les organes d'isolement pour permettre un tel confinement soient manœuvrable manuellement et automatiquement en cas de détection incendie. L'exploitant dispose des justificatifs à disposition démontrant que les moyens disponibles permettent de garantir une défense incendie et un confinement des eaux d'extinction, conformes aux évaluation suscitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté, au niveau du bassin tampon recueillant les eaux pluviales et susceptibles de recevoir les eaux d'extinction, la présence d'un certain volume d'eau stagnante. La vidange du bassin tampon vers le collecteur Dassault via le séparateur d'hydrocarbures est totalement gravitaire à partir d'un point de rejet par lequel sont sur-versées les eaux recueillies dans le bassin tampon. La hauteur de ce point de rejet justifie la présence d'eau dans le bassin et la charge du réseau de noues en amont. L'inspection a par ailleurs relevé une dépression du niveau topographie du bassin (coté nord-ouest), réduisant ainsi sa capacité. L'exploitant n'a pu justifier le volume disponible du bassin au dessus du niveau de sur-verse. L'inspection a procédé à un test de fermeture de la vanne d'isolement guillotine par un actionnement depuis le poste de garde. Le test s'est avéré satisfaisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie, par un relevé topographique, le volume disponible du bassin pour le recueil des eaux d'extinction incendie, en tenant compte de la hauteur du point de rejet gravitaire actuel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Effluents aqueux - Rejets Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 4.3.5 / 4.3.12 / 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 4.3.5 - points de rejet Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes: N°1 - eaux pluviales et eaux de rinçage avion - Exutoire : Bassin d'orage - Milieu récepteur : ruisseau du Magudas - Traitement : décanteur débourbeur séparateur HC</p>

[...]

article 4.3.12 - Valeurs limites d'émission (VLE)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales les valeurs limites en concentration définies dans le milieu récepteur considéré N°1

- MES 30 mg/l
- DCO 100 mg/l
- DBO₅ 30 mg/l
- Azote global 5 mg/l
- Phosphore totale 1 mg/l
- Hydrocarbures totaux 5 mg/l
- Métaux totaux 2 mg/l

article 8.2.4 - fréquence autosurveillance

Les mesures portent sur les rejets et paramètres identifiés à l'article 4.3.12 du présent arrêté. La fréquence des mesures est trimestrielle.

Constats :

L'inspection a consulté l'autosurveillance de l'établissement sur l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente).

Il est constaté que la fréquence trimestrielle de surveillance est assurée par l'exploitant.

Les mesures de surveillance ont mis en évidence un dépassement sur le paramètre DCO (101 mg/L pour une VLE à 100 mg/L) en juillet 2025.

Aucune justification n'est fournie par l'exploitant.

A noter qu'en juillet 2024, un dépassement semblable a été relevé (117 mg/L pour une VLE à 100 mg/L). Aucune justification n'a également été apportée.

Questionné sur la saisonnalité de ces dépassements, l'exploitant n'identifie aucune opération particulière réalisée en juillet permettant de justifier ces dépassements.

L'entretien du séparateur d'hydrocarbure a été contrôlé par l'inspection. La gamme d'entretien est suivi par un prestataire présent sur site à travers une GMAO. Le bordereau de suivi de déchet du dernier entretien a été consulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de dépassements des valeurs limites d'émission, il est tenu d'en rechercher les causes, d'apporter les justifications dans l'outil GIDAF, et le cas échéant de mettre en œuvre des actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines dans l'objectif fixé à l'article 4 et à l'article 8.2.5.2 du présent arrêté , selon les modalités définies dans les articles ci-après. article 8.2.5.2 Cette surveillance est exercée dans le mois qui suit la publication du présent arrêté, puis un an après sur les paramètres métalliques, hydrocarbures totaux et solvants chlorés.
Constats : L'inspection a consulté les dernières mesures disponibles des eaux souterraines au niveau des piézomètres PZ1 (aval), PZ2 (amont), PZ3 (aval) réalisées en juin 2024, novembre 2024 et janvier 2025. A noter que les mesures présentées ne sont pas synchrones. Les mesures présentées sur le PZ3 présentent des anomalies en dichloroéthylène cis, trichloroéthylène et sur certains paramètres métalliques (chrome, nickel, zinc) au regard des mesures présentées en amont (PZ2). L'exploitant a indiqué que ces anomalies étaient présentes antérieurement à l'activité du site. Ces anomalies avaient déjà été relevées lors de l'inspection de 2023 et une demande avait déjà été adressée pour que l'exploitant apporte une justification via notamment la transmission du rapport initial des sols.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant présente l'historique des mesures dans les eaux souterraines depuis le démarrage de l'activité pour les 3 piézomètres du site. Cette présentation comprend l'analyse du sens d'écoulement des eaux <i>in situ</i> au regard des campagnes de mesures réalisées. Il présente son analyse des anomalies récurrentes détectées au droit du piézomètre PZ3. En l'absence de réponse et de justification par l'exploitant, les anomalies pourront être imputables à l'activité du site et un plan d'action sera exigé pour remédier à l'impact mis en évidence dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2015, article 3.2.2 /3.2.3 / 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets et surveillances
Prescription contrôlée : art. 3.2.2 - conduits et installations raccordées - Cabine de peinture - hauteur 10 m - débit nominal 18 000 Nm ³ /h - vitesse 8 m/s

- Cabine de vernissage et encollage - hauteur 10 m - débit nominal 18 000 Nm³/h - vitesse 8 m/s
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

art. 3.2.3 - valeurs limites

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz.secs)

-à une teneur en O₂ où CO précisée dans le tableau ci-dessous,

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. ...Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Pour les 2 cabines :

	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/h
Poussières	40	0,72
COVNM	50	0,9
COV (H340, H350, H350i, H360D ou F, COV Annexe III)	2	0,036

...

La conformité à la valeur en COVNM est déterminée sur la base de mesures moyennes quart horaires.

[...]

article 8.2.1 - auto-surveillance

Les mesures portent sur les rejets et paramètres identifiés aux articles 3.2.2 et 3.2.3 du présent arrêté. La fréquence des mesures est annuelle.

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants:

COVNM et COV spécifiques - plan des gestion annuelle

Constats :

Il est tout d'abord à noter que seule la cabine de peinture est en service.
L'inspection a consulté le rapport de mesure des rejets atmosphérique du 20 mai 2025. La périodicité de mesure annuelle est respectée.

Le rapport met en évidence une non conformité quand à la vitesse d'éjection (4,28 m/s pour une vitesse attendue à 8 m/s); la mesure ayant été réalisée au débit nominal.

Cette non-conformité a été relevée en 2023 sans faire l'objet d'action corrective par l'exploitant.

Par ailleurs, les paramètres poussière et COV (H340, H350, H350i, H360D ou F, COV Annexe III) ne sont pas présentés dans le rapport de contrôle.

La non-conformité associée à l'absence de mesures des paramètres COV (H340, H350, H350i, H360D ou F, COV Annexe III) a déjà été relevée lors de l'inspection 2023.

La récurrence des non-conformités ci-dessus conduit l'inspection à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise dans un délai de 2 mois un nouveau contrôle des rejets atmosphérique associés à la cabine de peinture portant sur l'ensemble des paramètres requis.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à cet effet à Monsieur le préfet. Dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant dispose de 15 jours pour faire part de ses observations sur le projet. Par ailleurs, il met en œuvre les actions nécessaires pour respecter la vitesse d'éjection des rejets de la cabine de peinture ou justifie l'impossibilité technique d'atteindre cette vitesse d'éjection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois